



# OBJECTIF AFRIQUE

LETTRE D'INFORMATION ÉCONOMIQUE

N° 22 – 26 FEVRIER 2016

## SOMMAIRE

- ▼ ACTUALITE REGIONALE
- ▼ CONJONCTURE
- ▼ ENVIRONNEMENT DES AFFAIRES
- ▼ PROJETS ET FINANCEMENTS
- ▼ SECTEURS D'ACTIVITES
  - AGRICULTURE ET AGROALIMENTAIRE
  - ENERGIE ET MATIERES PREMIERES
  - INDUSTRIE
  - SERVICES
- ▼ ENTREPRISES
- ▼ CARNET ET AGENDA

EUTELSAT :  
DE L'INTERNET  
HAUT DEBIT  
DANS 14 PAYS  
D'AFRIQUE

VISITE DE L'ENVOYE  
SPECIAL DU PRESIDENT  
POUR LE NUCLEAIRE EN  
AFRIQUE DU SUD

RDC-EGYPTE :  
ACCORD SUR LE  
MONTAGE FINANCIER  
D'INGA III

MONTANT RECORD  
POUR LES ECHANGES  
FRANCE-KENYA

NIGERIA :  
1,2 Md  
D'INVESTISSEMENTS  
DANS LE PORT DE LEKKI

GUIDE PRATIQUE DU  
CIAN SUR LE CONTENU  
LOCAL EN AFRIQUE

MOZAMBIQUE :  
VEOLIA ET IDWM  
S'ALLIENT POUR GERER  
LES DECHETS A PEMBA

CEGELEC REMPORTE LE  
CONTRAT DE LA  
CENTRALE SOLAIRE DE  
ZAGTOULI (BURKINA  
FASO)

SUEZ :  
SIGNATURE DE 9  
CONTRATS  
DANS 6 PAYS



Liberté • Égalité • Fraternité  
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

MINISTÈRE  
DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES  
ET DU DÉVELOPPEMENT  
INTERNATIONAL

MINISTÈRE DES FINANCES  
ET DES COMPTES PUBLICS  
MINISTÈRE DE L'ÉCONOMIE  
DE L'INDUSTRIE ET DU NUMÉRIQUE

## ACTUALITE REGIONALE

---

### ▼ Eutelsat : de l'internet haut débit dans 14 pays d'Afrique

Le projet BB4Africa (*Broadband for Africa*), développé par l'opérateur français de télécommunications par satellite Eutelsat, va proposer un service d'accès à internet en haut débit de qualité, à un coût abordable, et visant à promouvoir le développement du numérique en Afrique. En complément des réseaux terrestres qui desservent les régions les plus denses, il sera disponible instantanément en tous points des territoires couverts, indépendamment de leur localisation géographique. Le service, qui vise avant tout à répondre aux besoins des entreprises et des administrations, sera proposé dans 14 pays dès fin 2016, puis dans une trentaine d'autres en 2019, après lancement d'un satellite supplémentaire dédié.

✉ [jbureau@eutelsat.com](mailto:jbureau@eutelsat.com)

### ▼ Accès à l'énergie : droit fondamental allant de pair avec l'accès au numérique

Le passage au numérique et l'accès à une énergie propre sont au cœur des enjeux de développement en Afrique, l'accès au numérique devenant un droit aussi fondamental que celui à l'énergie. Si la digitalisation de l'Afrique, telle qu'elle est présentée dans les plans numériques nationaux, tend à son électrification, ces deux démarches simultanées se feront sans cuivre ni carbone. Les besoins en électricité sont tels qu'ils ne pourront être sans développer une production à l'échelle locale, voire individuelle. Au regard des Blue zone de Bolloré et des lampes solaires de Total, une production électrique locale sans carbone est possible, tout en assurant une connexion Wifi.

✉ [ps.guedj@affectionmutandi.com](mailto:ps.guedj@affectionmutandi.com)

### ▼ Les TIC, stimulants possibles d'un commerce intrarégional sous-développé en zone CEMAC

Lors d'une réunion d'experts tenue le 22 février à Douala sous l'égide de la Commission économique des Nations Unies pour l'Afrique, le faible niveau du commerce régional en Afrique (10 % des échanges totaux contre respectivement 40 % en Amérique du Nord et 60 % en Europe) et le niveau particulièrement faible des échanges totaux intra CEMAC (1,5 %) ont été rappelés. Outre les mesures traditionnelles visant à intensifier les échanges (simplification des procédures, développement des infrastructures), le recours aux TIC, notamment pour les services bancaires et d'assurance, constitue une piste intéressante qui fera l'objet d'un rapport de propositions aux gouvernements.

✉ [francois.giovalucchi@dgtresor.gouv.fr](mailto:francois.giovalucchi@dgtresor.gouv.fr)

### ▼ Le Cameroun relancé par la CEMAC sur les directives relatives aux finances publiques

Le Commissaire en charge des affaires économiques monétaires et financières à la Commission CEMAC, Paul Tasong, a rencontré à Yaoundé le ministre des Finances Alamine Ousmane Mey pour attirer son attention sur l'impératif de transposer avant le 31 décembre 2017 dans le droit local l'ensemble des directives adoptées en 2011 par les Etats membres. Les directives relatives aux lois de finances, au règlement général sur la comptabilité publique et à la nomenclature budgétaire de l'Etat sont concernées.

✉ [francois.giovalucchi@dgtresor.gouv.fr](mailto:francois.giovalucchi@dgtresor.gouv.fr)

▼ **Partenariat d'exploration pétrolière entre les responsables santoméens et équato-guinéens**

Les autorités équato-guinéennes et santoméennes se sont rencontrées à Malabo dans le but d'échanger sur les modalités d'exploration pétrolière se situant sur une zone maritime commune. L'objectif consiste à mettre en place un partenariat pour l'exploration conjointe de cette réserve pétrolière. Pour rappel, ces discussions font suite à la visite du président équato-guinéen, en octobre dernier, à São Tomé et Príncipe durant laquelle les deux pays avaient émis le souhait de mettre en place une entreprise commune en vue de l'exploration pétrolière de cette zone maritime.

✉ [vincent.branquet@diplomatie.gouv.fr](mailto:vincent.branquet@diplomatie.gouv.fr)

▼ **UEMOA : 3 400 Mds FCFA d'émissions de titres publics programmées pour 2016**

L'Agence UMOA -Titres a procédé à la publication du calendrier annuel des émissions de titres publics des Etats de l'UEMOA. Ce programme décrit le volume d'intervention de chacun des 8 Etats de l'Union en fonction des instruments et du compartiment du marché où ces titres sont émis. Il est élaboré en collaboration avec les Etats sur la base des programmes indicatifs issus des lois de finances et des plans de trésorerie. Ce programme annuel 2016 prévoit des émissions pour un montant total de 3.408,6 Mds FCFA contre 3.304,29 Mds FCFA en 2015 (hors eurobonds), soit un montant en hausse de 3,2 %.

✉ [benoit.massuyeau@dgtresor.gouv.fr](mailto:benoit.massuyeau@dgtresor.gouv.fr)

▼ **Mise en place d'un réseau des tribunaux de commerce dans l'espace OHADA**

Abidjan a accueilli cette semaine les journées d'échanges sur les meilleures pratiques en justice commerciale entre les membres de l'Organisation pour l'harmonisation en Afrique du droit des affaires (Ohada). Le séminaire est organisé par le Tribunal de commerce d'Abidjan. Il doit aboutir à la mise en place d'un réseau regroupant les tribunaux de commerce des 17 Etats de l'Ohada ainsi qu'à des recommandations pour améliorer la justice commerciale dans chacun de ces Etats. Ces journées d'échanges s'inscrivent dans le cadre du programme de renforcement du secteur de la justice financé par le deuxième contrat de désendettement et de développement (C2D) mis en œuvre par l'AFD et avec l'appui de la Banque mondiale.

✉ [benoit.massuyeau@dgtresor.gouv.fr](mailto:benoit.massuyeau@dgtresor.gouv.fr)

## CONJONCTURE

---

### ▼ **Nigéria : renvoi du directeur du budget suite à des erreurs dans le projet de loi de finances.**

Le président Buhari a mis fin aux fonctions du directeur du budget, la présentation de la loi de finances au Parlement ayant révélé de nombreuses erreurs et provoqué la colère des élus. L'organisation BudgIT avait relevé plusieurs allocations « fantaisistes » telles que le même achat de véhicules, d'ordinateurs et de meubles répliqué à 24 reprises pour un montant total de 234 M USD, l'actualisation du site d'un ministère pour un montant de 4 M USD, et 50 M USD alloués sans motif de dépenses au ministère de l'Éducation. Initialement prévu pour le 25 février, le vote de la loi de finances devrait avoir lieu avant la fin du mois de mars.

✉ victor.berenger@dgtresor.gouv.fr

### ▼ **Afrique du Sud : crainte d'une récession due à la sécheresse (Moody's)**

Dans un communiqué, Moody's s'est inquiétée de voir l'économie tomber en récession cette année en raison de l'atonie de la demande intérieure, d'une offre pénalisée par la persistance de goulots d'étranglement, ainsi que des conséquences négatives de la sécheresse. Celle-ci affecte fortement le secteur agricole, contraignant les autorités à importer 3 M t de céréales cette année, et pousse les prix à la hausse dans un contexte de dépréciation de la devise. L'hypothèse d'une récession en 2016 pourrait entraîner dans la foulée une dégradation de la notation souveraine, le recul de l'activité se traduisant par de moindres rentrées fiscales.

✉ gilles.bordes@dgtresor.gouv.fr

### ▼ **Angola : nouvelle dégradation de la note souveraine (S&P)**

L'agence Standard & Poor's a abaissé début février la notation souveraine de long terme de la dette angolaise de B+ à B, 5 crans en-dessous du grade investissement rendant très coûteux le recours au marché international de la dette. S&P, qui a assorti la note d'une perspective stable, justifie sa décision par la faiblesse des cours du pétrole, affectant les finances publiques et les comptes extérieurs. Dans ce contexte, les dépenses publiques devraient être réduites via la poursuite du retrait des subventions et le gel des salaires dans la fonction publique, au risque de déprimer la demande intérieure, déjà très faible en raison des pénuries de devises.

✉ rodolphe.peugeot@dgtresor.gouv.fr

### ▼ **Angola : l'inflation bondit à 17,3 % en janvier**

En janvier, le taux d'inflation a très fortement accéléré à 17,3 % en g.a après 14,3 % en décembre 2015. En rythme mensuel, les prix ont crû de 3,4 %. Cette nouvelle et franche accélération des prix illustre les tensions macroéconomiques que subit l'économie en lien avec la faiblesse des cours des hydrocarbures et le ralentissement de la demande chinoise, qui absorbe 50 % des ventes de pétrole. Le Kwanza reste sous pression et subit toujours l'écart croissant de taux entre le cours officiel et le marché parallèle. Dès lors et avec 70 % des biens provenant de l'étranger, l'inflation importée alimente fortement les pressions inflationnistes et s'ajoute aux tensions dues à la raréfaction d'un certain nombre de produits.

✉ gilles.bordes@dgtresor.gouv.fr

### ▼ Angola : le FMI pourrait venir au secours du pays

Une délégation FMI est arrivée à Luanda le 22 février pour procéder à une évaluation de la situation économique. Cet exercice pourrait déboucher sur un retour financier de l'organisation si le gouvernement angolais le sollicitait. L'Institution y est favorable compte tenu des réformes engagées par l'Angola en matière d'environnement des affaires, de promotion de la diversification économique et d'appui à la compétitivité. La mise en place de mesures d'ordre fiscal et cambiaire, contraignantes mais nécessaires pour stopper l'impact du choc pétrolier sur l'économie et contribuer à la défense de la monnaie locale, a fait l'objet d'un satisfecit.

✉ catherine.dumarche@dgtresor.gouv.fr

### ▼ Angola : les Américains courtisent l'Angola

L'Exim Bank américaine a convié les banques angolaises et les agents en charge des achats publics à une réunion de travail, aux fins de réfléchir aux financements que pourrait apporter l'institution, notamment dans le cadre de la fourniture de technologies et biens d'équipements américains. En 2014, l'Exim Bank avait signé un accord de coopération avec l'Angola pour financer des infrastructures dans les secteurs de l'énergie, du ferroviaire, des routes, des mines, ainsi que des télécommunications, de l'agriculture, de l'eau et de l'assainissement. Il s'est notamment traduit par l'acquisition par l'Angola de deux Boeings pour la TAAG, et de deux camions de pompiers de l'entreprise Oshkosh par l'entreprise nationale de navigation aérienne ENANA.

✉ catherine.dumarche@dgtresor.gouv.fr

### ▼ Botswana : faible inflation en janvier et maintien du taux directeur

En janvier, le taux d'inflation s'est établi à 2,7 % en g.a après 3,1 % en décembre, soit en-dessous de la fourchette basse suivie par la Banque centrale (3-6 %). La décélération du rythme de progression des prix traduit avant tout la baisse des tarifs de transport, en repli de 6 % en g.a, conséquence des niveaux très bas des prix de l'essence. Dans ce contexte, la Banque centrale a laissé inchangé son taux directeur à 6 %, maintenant l'orientation accommodante de la politique monétaire alors que l'activité est toujours déprimée, compte tenu du moindre dynamisme du secteur minier et du ralentissement de la demande mondiale en diamants. Après avoir affiché une croissance de 3,1 % en 2015, le PIB croîtrait de 3,4 %.

✉ gilles.bordes@dgtresor.gouv.fr

### ▼ Mozambique : hausse du taux directeur de 100 pdb à 10,75 %

Le comité de politique monétaire a rehaussé le principal taux directeur de la Banque centrale, le taux de facilité de prêt marginal, de 100 pdb à 10,75 % faisant suite à la hausse de 150 pdb opérée le 14 décembre. En parallèle, le taux de facilité de dépôt a été relevé de 3,75 % à 4,25 %. Ce nouveau resserrement monétaire répond aux pressions inflationnistes accrues des dernières semaines, toujours nourries par la dépréciation du Metical, couplée aux hausses des prix alimentaires et des tarifs administrés, ainsi qu'aux déséquilibres de plus en plus marqués de la balance des paiements. En affirmant ainsi le caractère restrictif de la politique monétaire, la Banque centrale espère réduire quelque peu la volatilité sur le change.

✉ philippe.fouet@dgtresor.gouv.fr

▼ **Namibie : hausse du taux directeur de 25 pdb à 6,75 %**

La Banque centrale a procédé à un relèvement de son taux directeur de 25 pdb à 6,75 %, de façon à l'aligner sur ceux de la zone monétaire commune (en particulier le taux sud-africain rehaussé à 6,75 % fin janvier) et éviter des flux de capitaux nets sortants trop importants, tout en contenant les pressions inflationnistes alors que l'inflation a accéléré en janvier (+5,3 % après +3,7 % en décembre). Alors que les autorités ont salué le ralentissement de la progression des prêts à tempérament (crédits à la consommation utilisés à des fins peu productives) passant de +23,5 % en février 2015 à +14,1 % fin décembre, elles s'inquiètent désormais de la hausse rapide des autres prêts et avances.

✉ gilles.bordes@dgtresor.gouv.fr

▼ **Zimbabwe : forte hausse des réserves de change en décembre**

Les réserves de change se sont en partie reconstituées fin décembre grâce aux fortes hausses de la production et des exportations d'or l'an dernier, générant 684,4 M USD de recettes, grâce à une meilleure collecte réalisée par l'entreprise Fidelity Printers and Refiners, qui centralise la production. Les volumes de production issus des petits producteurs ont été mieux captés contribuant à 40 % de la production totale. L'an dernier, 18,3 tonnes d'or ont été exportées soit 4,4 tonnes de plus par rapport à 2014. Pour 2016, les autorités se sont fixé un objectif de 24 tonnes. Compte tenu de ces résultats, les réserves ont progressé de 45,6 % par rapport à novembre, s'établissant fin décembre à 437 M USD.

✉ gilles.bordes@dgtresor.gouv.fr

▼ **Les échanges bilatéraux entre la France et le Kenya ont atteint 280 M EUR en 2015**

Les exportations et importations françaises ont progressé respectivement de 27 % et 26 % par rapport à 2014, à 186 M EUR et 93 M EUR, et l'excédent commercial pour la France s'élève à 93 M EUR, en progression de 26 %. Les exportations françaises ont surperformé dans les parfums et cosmétiques, à 54 M EUR, les équipements électriques, électroniques et informatiques à 44 M EUR, les automobiles à 18 M EUR et la pharmacie, à 13 M EUR. En revanche, nos exportations de produits agro-alimentaires enregistrent un recul de 4 % à 20 M EUR. Les importations françaises en provenance du Kenya se concentrent sur les produits agricoles à 60 M EUR et les produits agro-alimentaires à 31 M EUR.

✉ benoit.gauthier@dgtresor.gouv.fr

▼ **Kenya : 70 M EUR d'armes achetées à la Chine en 2015**

Selon le Stockholm International Peace Research Institute (Sipri), le gouvernement kényan a acheté 70 M EUR (7,9 Mds KES) d'armes (tanks, véhicules blindés et pièces détachées) à la Chine. La Chine serait ainsi devenue l'un des principaux fournisseurs d'armes du Kenya en 2015, aux côtés de l'Espagne, de l'Allemagne, de la Jordanie, de la Russie et de l'Afrique du Sud. Sur l'ensemble des biens importés en 2014, la Chine était le 2<sup>ème</sup> fournisseur du Kenya (2,7 Mds USD, 15 % des importations totales) après l'Inde.

✉ benoit.gauthier@dgtresor.gouv.fr

▼ **Ethiopie : fort dynamisme des exportations françaises**

Les exportations françaises vers l’Ethiopie ont progressé de 128,9 % en 2015, pour atteindre 228,1 M EUR, niveau le plus élevé enregistré ces 20 dernières années. Les principales exportations sont les produits pharmaceutiques (près de la moitié de nos ventes avec 110 M EUR), les matériels de transport ainsi que les produits agroalimentaires. Ces bonnes performances entraînent une légère augmentation de notre part de marché qui a atteint 1,1 % en 2015. La France est ainsi le 18<sup>ème</sup> fournisseur de l’Ethiopie (6<sup>ème</sup> fournisseur européen). Malgré l’augmentation des importations françaises (48,4 M EUR en 2015, + 13,1 %, essentiellement composées de café), la France affiche donc un excédent commercial structurel de 179,1 M EUR en 2015.

✉ pierre.sentenac@dgtresor.gouv.fr

## ENVIRONNEMENT DES AFFAIRES

---

### ▼ Côte d'Ivoire : nouvel aménagement de la réglementation sur le permis de construire

Le conseil des ministres a adopté le 10 février un décret modifiant la réglementation sur le permis de construire qui résulte d'un décret de 1992, déjà révisé en juin 2014. Le nouveau décret prévoit de réduire le délai de traitement des demandes à 21 jours maximum, de centraliser au niveau du ministère de la Construction et de l'urbanisme l'instruction qui est actuellement effectuée par les municipalités. Des contrôles obligatoires par les services du guichet unique du permis de construire, indépendamment des contrôles techniques actuellement prévus, sont également instaurés en fonction de la nature des projets.

✉ [jean-jacques.lecat@cms-bfl.com](mailto:jean-jacques.lecat@cms-bfl.com)

### ▼ Actualités de la Commission RSE du CIAN

Dans le cadre de l'animation de la Commission RSE du CIAN (Conseil des investisseurs français en Afrique), Affectio Mutandi élabore avec les entreprises membres un guide pratique du contenu local (*local content*), destiné à mettre à la disposition des entreprises opérant en Afrique une plus grande visibilité sur les obligations juridiques et sociétales sur le sujet, ainsi que sur les enjeux et risques réputationnels liés. Toutes contributions et bonnes pratiques sur ce sujet sont les bienvenues.

✉ [ps.guedj@affectiomutandi.com](mailto:ps.guedj@affectiomutandi.com)

### ▼ Niger : renforcement de la Cour des Comptes

Depuis janvier 2015, Expertise France appuie la Cour des Comptes nigérienne à travers l'échange de bonnes pratiques, le développement de contenus pédagogiques et la formation de formateurs. Sur financement de la Banque mondiale, l'agence mobilise une équipe d'experts français et sénégalais pour renforcer les capacités de la Cour en matière d'audit et élaborer des outils d'information sur les obligations des collectivités locales en matière de formulation et d'exécution du budget, ainsi que sur le droit applicable, notamment dans le contexte de l'UEMOA. Ce projet prenant fin en avril 2016, la coopération entre Expertise France et la Banque mondiale pourrait se poursuivre au Niger et dans la région.

✉ [alix.pillot@expertisefrance.fr](mailto:alix.pillot@expertisefrance.fr)

### ▼ Congo : le nouveau modèle de plan de passation des marchés publics est désormais en vigueur

L'autorité de régulation des marchés publics (ARMP) a officiellement lancé le 18 février un nouveau modèle de plan de passation des marchés publics. L'objectif de ce plan est de rendre plus transparent le processus de passation des marchés publics en l'adaptant au système des budgets-programmes, ceci afin de garantir la disponibilité des crédits d'un marché jusqu'à la réception définitive de l'ouvrage. Pour rappel, le budget-programme, qui remplace "le budget par objectif", est un nouveau système de passation des marchés qui se veut transparent en ce qu'il permet de contrôler toutes les étapes du marché, depuis son attribution jusqu'à la livraison de l'ouvrage.

✉ [michel.dhe@dgtresor.gouv.fr](mailto:michel.dhe@dgtresor.gouv.fr)



### ▼ Gabon : renforcement de la coopération économique avec l’Egypte

L’ANPI (Agence nationale de promotion des investissements du Gabon) et la GAFI (Autorité générale égyptienne de l’investissement et des zones franches) sont désormais liés par un protocole d’accord tendant à renforcer la mise en œuvre des objectifs économiques des deux parties. Il s’agit de promouvoir un cadre pratique pour la promotion de l’investissement bilatéral, l’échange d’expériences et d’informations.

✉ [aline.quenet@dgtresor.gouv.fr](mailto:aline.quenet@dgtresor.gouv.fr)

### ▼ RDC : conférence sur les investissements dans la région des Grands Lacs

Kinshasa abrite, depuis le 24 février 2016, une conférence sur l’investissement du secteur privé, liée à la mise en œuvre de l’accord-cadre du 24 février 2013 pour la paix, la sécurité et la coopération, signé à Addis-Abeba sous l’égide de l’ONU, par onze pays de la sous-région des Grands Lacs. Cette rencontre tend à favoriser l’interaction entre le secteur privé et les décideurs politiques dans la perspective de réformes destinées à améliorer le climat des investissements dans la région. Il sera également question de renforcer la coopération et l’intégration commerciale et de créer un forum inclusif pour le secteur privé dans la région des Grands Lacs.

✉ [francois.quintin@dgtresor.gouv.fr](mailto:francois.quintin@dgtresor.gouv.fr)

### ▼ Ethiopie : révision de la réglementation sur les investissements.

L’atelier *Ethiopia Ease of Doing Business Reform Validation Workshop*, organisé conjointement par l’Ethiopian Investment Commission (EIC) et la Banque mondiale, s’est déroulé le 16 février dernier. Les autorités ont annoncé que la réglementation relative aux investissements étrangers était en cours de révision. L’EIC a identifié les procédures jugées trop longues, compliquées, et coûteuses, et entend les simplifier. Pour rappel le pays figure à la 146<sup>ème</sup> place sur 189 dans le classement Doing Business 2016 de la Banque mondiale (avec des scores très bas en matière de création d’entreprises, d’obtention de prêts, de protection des investisseurs minoritaires et de commerce transfrontalier).

✉ [pierre.sentenac@dgtresor.gouv.fr](mailto:pierre.sentenac@dgtresor.gouv.fr)

### ▼ Ouganda : Kampala parmi les trois villes africaines les plus dynamiques en termes de surfaces commerciales

Dans son rapport Shop Africa, Knight Frank, société britannique de services immobiliers, classe Kampala au 5<sup>ème</sup> rang des villes africaines les mieux équipées en surfaces commerciales avec 182 000 m<sup>2</sup>. A cela s’ajoutent 128 000 m<sup>2</sup> en construction, dont le *Kingdom Kampala Mall*, complexe de 42 000 m<sup>2</sup> situé en centre-ville et détenu par Azure Holdings Ltd (Dubai), qui inclura le premier hôtel Intercontinental du pays (80 M USD). Un deuxième projet d’envergure est le *Pearl Marina Estate Shopping Arcade*, un complexe de 22 000 m<sup>2</sup> situé entre Kampala et Entebbe, dont la construction a été confiée à Centum (Kenya) pour un investissement de 22 M USD.

✉ [thierry.loussakoueno@dgtresor.gouv.fr](mailto:thierry.loussakoueno@dgtresor.gouv.fr)

### ▼ Kenya : publication des taux d’emprunt pratiqués par les banques commerciales

La Central Bank of Kenya (CBK) a publié les taux de prêts moyens pratiqués par les banques commerciales (43 au total). Ces dernières ont augmenté leur taux de prêt moyen, à 18,3 % en décembre 2015, contre 16,1 % en juin 2015. Les plus grandes banques pratiquent des taux

supérieurs à la moyenne : CBA (19,6 %), Equity Bank (19 %), Barclays et Standard Chartered (18,5 %) à l'exception de Co-operative (17,5 %) et de KCB (17,3 %). Housing Finance Company et Citibank offraient les taux les plus faibles (15,2 % et 15,5 % respectivement) tandis que Middle East Commercial Bank et K-Rep Bank avaient les taux les plus élevés (24,6 % et 24,2 %). En publiant ces taux, la CBK souhaite renforcer la compétitivité du secteur bancaire.

✉ [benoit.gauthier@dgtresor.gouv.fr](mailto:benoit.gauthier@dgtresor.gouv.fr)

### ▼ Le GAFI retire l'Angola de sa liste grise

Le GAFI a retiré l'Angola de sa liste grise, suite au constat, lors du déplacement d'un groupe de travail à Luanda fin janvier, de l'engagement du pays dans un plan d'action de lutte contre le blanchiment de capitaux et le financement du terrorisme. Le programme implique en particulier la mise en conformité du système financier aux normes internationales avec l'entrée en vigueur de 23 mesures réglementaires, dont l'enregistrement des banques, la gouvernance du risque et la gestion des crédits. Cette décision permettra de limiter le risque aux institutions étrangères opérant dans le système financier et donc un meilleur accès à la devise grâce aux banques étrangères disposées à redémarrer les opérations en dollars en Angola.

✉ [catherine.dumarche@dgtresor.gouv.fr](mailto:catherine.dumarche@dgtresor.gouv.fr)

## PROJETS ET FINANCEMENTS

---

### ▼ Nigeria : validation d'un investissement de 1,2 Md EUR pour la construction du port de Lekki

Le gouvernement nigérian approuve un investissement de 1,2 Md EUR dans le cadre de la concession relative à la construction et l'exploitation du port en eau profonde de Lekki. Le financement se décompose en un emprunt de 726 M EUR et en un investissement sur fonds propres de 500 M EUR de la part de l'État (20 %), de l'état gouvernemental de Lagos (18,5 %) et d'investisseurs privés (61,5 %). Le projet tend à désengorger les autres ports du pays. D'une longue surface de 90 hectares, le port créera également 162 000 emplois. La concession est conclue pour une durée de 45 ans. La construction, entamée en 2011, devrait être terminée en 2017.

✉ [sophie.pignon@twobirds.com](mailto:sophie.pignon@twobirds.com)

### ▼ Ouganda : début de la construction du plus imposant projet d'énergie solaire d'Afrique de l'est

Le projet de ferme de panneaux photovoltaïques en Ouganda, porté par Access Solar Uganda Limited, fruit d'un partenariat entre Access Infra Africa et ENREN RE, va commencer à prendre forme. Destiné à être raccordé au réseau de distribution d'électricité en juillet 2016 pour alimenter près de 40 000 foyers, l'installation présentera une capacité de 10 MW. Elle sera située à Soroti, à 300 mètres au nord-est de Kampala. Par ailleurs, c'est l'entreprise espagnole TSK Group qui s'est vue confier le design et la réalisation de l'installation. Le financement a été assuré par la banque néerlandaise de développement (FMO) et le fond de développement des infrastructures en Afrique (EAIF).

✉ [gildas.louvel@twobirds.com](mailto:gildas.louvel@twobirds.com)

### ▼ Nigéria : possible prêt de 800 M USD du Japon pour la réhabilitation d'une centrale hydroélectrique

L'accord porterait sur un prêt concédé à l'Etat nigérian à un taux concessionnel de 1,4 % sur 40 ans afin de réhabiliter quatre unités de production situées sur le barrage hydroélectrique de Jebba. La centrale, d'une capacité de production de 578 MW, est actuellement gérée par Mainstream Energy Solution, un fonds commun de créances regroupant plusieurs actionnaires nigériens et qui contribuera en partie au remboursement du prêt. Le Japon a souhaité rappeler la tenue en août prochain du 6ème TICAD (*Tokyo International Conference on African Development*) durant lequel l'accent sera particulièrement mis sur le secteur de l'énergie.

✉ [thibauld.leger@dgtresor.gouv.fr](mailto:thibauld.leger@dgtresor.gouv.fr)

### ▼ Libéria : accord avec les Etats-Unis dans le domaine de la santé

Le Libéria et les Etats-Unis ont signé le 16 février un accord de remboursements forfaitaires, pour 59,1 M USD, couvrant une période de 5 ans, afin de renforcer la fourniture de soins de santé primaire au Libéria. Cet accord, qui couvre la période 2016-2020, poursuit le précédent accord de 4 ans qui a soutenu la mise en place du plan et de la politique nationale de santé et d'action sociale de 2011 à 2015. Dans ce cadre, l'USAID va rembourser l'Etat libérien trimestriellement pour la fourniture de services de santé primaire, sous certaines conditions d'améliorations dans les domaines de la gestion des finances publiques aux niveaux central et sous-national ainsi que dans l'usage des services communautaires.

✉ [victor.berenger@dgtresor.gouv.fr](mailto:victor.berenger@dgtresor.gouv.fr)

▼ **Libéria : 2 projets dans le secteur agricole pour un montant total de 41,6 M USD**

Le Libéria et le fonds international de développement agricole (FIDA) ont signé 2 accords de financement pour un projet d'extension des cultures forestières et un autre portant sur le financement des communautés rurales. Ces initiatives vont permettre d'augmenter les revenus des paysans, générer des rentrées de devises et contribuer à la reprise post-Ebola. L'investissement nécessaire pour les deux projets atteint 41,6 M USD. Le gouvernement libérien contribue à hauteur de 2,4 M USD, tandis que 6,7 M USD vont provenir du secteur privé. Le FIDA apporte quant à lui, deux prêts concessionnels pour 18,5 M USD et une subvention de 5 M USD. L'Etat libérien recherche encore 9 M USD pour boucler le financement des 2 projets.

✉ victor.berenger@dgtresor.gouv.fr

▼ **Botswana : appel à expression d'intérêt pour des projets d'infrastructures**

Un appel à expression d'intérêt a été publié à l'attention des entreprises de construction enregistrées auprès du conseil des marchés publics (PPADB) afin de réaliser des projets d'infrastructures pour les bâtiments et les travaux électriques à travers le pays, dans le cadre du programme de relance économique ESP annoncé par le gouvernement en octobre 2015. L'objectif de l'ESP, qui représente un investissement de 240 M EUR sur trois ans, est de financer la construction d'infrastructures (stations de police, routes, écoles, systèmes d'irrigations) et étendre l'électrification en zones rurales, tout en participant à la création d'emplois et à la diversification de l'économie.

✉ gregory.sidrac@dgtresor.gouv.fr

▼ **Cameroun : financement non souverain de l'AFD pour l'aéroport de Douala**

Aéroports du Cameroun (ADC), entreprise publique qui gère les aéroports du pays, a obtenu un prêt de 30 Mds FCFA de l'AFD pour la réhabilitation de l'aéroport international de Douala. Sur appel d'offres, un groupement constitué par Sogea Satom et Razel a obtenu, pour quelque 19 Mds FCFA, l'adjudication des travaux de réhabilitation des chaussées aéroportuaires, à exécuter en 10 mois. Un contrat de contrôle technique a aussi été attribué à Qualys TPI, pour 1 Md FCFA. Cette opération est représentative de la volonté du ministère des Finances de favoriser l'accès à des financements non souverains sans garantie de l'Etat aux sociétés publiques, en soutien de leurs projets d'investissements.

✉ daniel.lanes@dgtresor.gouv.fr

▼ **Congo : l'AFD signe trois nouvelles conventions de financement**

L'Agence française de développement (AFD) et l'État congolais ont procédé à la signature, le 18 février à Brazzaville, de trois nouvelles conventions de financement pour un montant total de 77,4 Mds FCFA (118 M EUR) :

- la 1<sup>ère</sup> porte sur un crédit de 65,5 Mds FCFA (100 M EUR) destiné à l'extension et la réhabilitation du service d'eau potable dans les quartiers périphériques de Brazzaville ;
- la 2<sup>ème</sup>, d'un montant de 5 Mds FCFA (8 M EUR), sur financements C2D, vise à restructurer le dispositif de formation interne de la Société nationale d'électricité ;
- la 3<sup>ème</sup>, d'un montant de 6,5 Mds FCFA (10 M EUR), sur financements C2D, a pour objectif de contribuer à l'amélioration du fonctionnement du CHU de Brazzaville.

✉ madaules@afd.fr

▼ **Congo-Chine : signature de l'accord de financement pour la construction d'un port minéralier à Pointe-Noire**

Le ministre de l'Aménagement du territoire et de la délégation générale aux grands travaux (MATDGGT) et le PDG de la société chinoise China Road and Bridge Corporation (CRBC) ont signé, le 20 février 2016, un accord de financement pour la construction, dans le périmètre de la zone économique spéciale de Pointe-Noire, d'un port minéralier en eau profonde. Après de longues négociations, la signature de cet accord devrait déclencher les travaux de construction de ce port dédié à l'exportation des produits miniers congolais vers l'étranger. Cette structure portuaire sera totalement indépendante du Port autonome de Pointe-Noire (PAPN).

✉ [ingrid.oramalu@dgtresor.gouv.fr](mailto:ingrid.oramalu@dgtresor.gouv.fr)

▼ **Côte d'Ivoire : participation de la BID au groupe consultatif**

La Banque islamique de développement a confirmé sa présence au groupe consultatif en faveur de la Côte d'Ivoire. La réunion du groupe consultatif pour le financement du deuxième plan national de développement (PND) du pays doit se dérouler en mai à Paris. Le financement du programme d'investissement est évalué à près de 30 000 Mds FCFA (60 Mds USD), dont au moins 60 % sont attendus du secteur privé.

✉ [benoit.massuyeau@dgtresor.gouv.fr](mailto:benoit.massuyeau@dgtresor.gouv.fr)

▼ **Mali : lancement du projet de grand centre commercial à Bamako**

Sory Kemesso, l'opérateur économique malien vient de procéder le 19 février au lancement officiel des travaux de construction du nouveau centre commercial, SORY MALL pour un coût total de plus 5.8 Mds FCFA. Le nouveau centre commercial s'étendra sur une superficie de 10 000 m<sup>2</sup>, non loin du quartier Hamdallaye ACI 2000 en commune IV du district de Bamako. Les travaux seront exécutés par l'entreprise chinoise Zhongma pour une durée de neuf mois.

✉ [AbdoulayeMalick.sissoko@dgtresor.gouv.fr](mailto:AbdoulayeMalick.sissoko@dgtresor.gouv.fr)

▼ **Togo : 250 Mds FCFA levés sur le marché des titres d'Etats**

Selon le programme de l'agence UMOA titre, le Togo s'apprête à lever 250 Mds FCFA en bons et obligations du Trésor (381 M EUR) en 2016. Ce montant représente 7,3 % du total des émissions de l'agence (à titre comparatif, le PIB du Togo compte pour environ 4,7 % du total des Etats membres). Cela représentera, net des tombées des émissions précédentes (qui totaliseront 171 Mds FCFA en 2015) 79 Mds F CFA (120 M EUR) de financements supplémentaires pour l'Etat.

✉ [florent.danion@dgtresor.gouv.fr](mailto:florent.danion@dgtresor.gouv.fr)

▼ **Madagascar : évaluation du Plan national d'action pour la nutrition (PNAN)**

Selon la mission d'évaluation du PNAN 2 menée par l'expert de la FAO, Cheikh M. H. Dehah, 47 % des enfants de moins de 5 ans souffrent de malnutrition chronique et 5 % de la population souffre de malnutrition aiguë. Le sud de Madagascar est particulièrement affecté par la malnutrition aiguë en raison de la sécheresse et des mauvaises récoltes. La tenue d'un atelier est prévue les 19 et 20 février prochains pour définir une stratégie d'intervention pour lutter efficacement contre les problèmes récurrents de cette région. A l'issue de sa mission, l'expert du FAO a préconisé l'élaboration d'un plan d'action intersectoriel de nutrition de préférence à la mise en place d'un nouveau PNAN.

✉ [hubert.colaris@dgtresor.gouv.fr](mailto:hubert.colaris@dgtresor.gouv.fr)

▼ **Ouganda : risque de non-renouvellement des contrats routiers chinois**

L'autorité nationale des routes d'Ouganda (UNRA), a annoncé que les entreprises n'ayant pas honoré leurs contrats ne pourraient concourir à de nouveaux appels d'offres. L'UNRA a notamment cité la compagnie Chinese Railway No.5 Engineering Group Company Limited, à qui était revenue la construction de l'axe Gulu-Acholibur (73 km), qui accuse des retards dans la construction et dans le paiement de ses ouvriers. 80 % des contrats en cours ont été accordés à des entreprises chinoises. Les travaux entrepris par l'UNRA s'inscrivent dans le plan de développement national, dont l'une des priorités est l'amélioration des infrastructures par la construction ou la rénovation de 2 450 km de routes, pour un coût total de 859,3 M USD.

✉ [thierry.loussakoueno@dgtresor.gouv.fr](mailto:thierry.loussakoueno@dgtresor.gouv.fr)

▼ **Seychelles : contribution de l'acteur Leonardo DiCaprio à la protection de l'environnement marin**

L'acteur américain Leonard DiCaprio a annoncé une contribution de 1 M USD au fonds d'adaptation pour le changement climatique mis en place par les Seychelles pour protéger l'écosystème marin de l'archipel. D'autres subventions sont attendues d'ici fin février et devraient permettre d'abonder le fonds à hauteur de 5 M USD. Ce projet s'inscrit dans le cadre d'un accord innovant de rachat de dette, conclu en février 2015, avec le Club de Paris et portant sur un montant de 27 M USD. Cette opération, à laquelle est associée l'ONG américaine *The Nature Conservancy*, a fait l'objet d'une présentation en marge de la COP 21.

✉ [jerome.chastenet@dgtresor.gouv.fr](mailto:jerome.chastenet@dgtresor.gouv.fr)

▼ **Tanzanie : bilan mitigé du plan décennal de 2004 pour le renforcement de la *National Economic Empowerment Policy (NEEP)***

Le gouvernement a reconnu lors d'une cérémonie présidée par le premier ministre Kassim Majaliwa que le plan décennal lancé en 2004 visant à renforcer la participation des Tanzaniens à la croissance économique n'avait pas produit les effets escomptés. Kassim Majaliwa a indiqué que l'économie nationale était gérée par 10 % de la population et a pointé l'insuffisance de la communication entre les structures chargées de mettre en œuvre le plan comme une raison de son semi-échec. La NEEP, dont l'objectif vise à promouvoir un traitement préférentiel des nationaux afin que le plus grand nombre puisse bénéficier de la croissance, s'inscrit dans la Vision 2025.

✉ [beatrice.alperte@dgtresor.gouv.fr](mailto:beatrice.alperte@dgtresor.gouv.fr)

▼ **Tanzanie : mise en œuvre incertaine du 2ème plan quinquennal (FYDP II), suite aux lacunes du précédent plan**

Les députés réunis à Dodoma ont alerté le gouvernement sur l'impossibilité d'exécuter le second plan quinquennal (2016/2017 – 2020/2021), qui décline les priorités opérationnelles de la Vision 2025, en raison des résultats incomplets du premier plan lancé en 2011. Le rapport d'évaluation du plan discuté par les députés indique qu'au moins 50 % des objectifs n'auraient pas été atteints, notamment en matière d'infrastructures et de production électrique. Ce constat de semi-échec rend difficile l'objectif affiché par le président d'accélérer l'industrialisation du pays.

✉ [beatrice.alperte@dgtresor.gouv.fr](mailto:beatrice.alperte@dgtresor.gouv.fr)

▼ **Aide de l'Union européenne au Soudan dans le secteur migratoire**

L'Union européenne prépare des crédits d'un montant de 100 M EUR, dans le cadre du fonds fiduciaire d'urgence en faveur de la stabilité et de la lutte contre les causes profondes de la

migration irrégulière et du phénomène des personnes déplacées en Afrique, en faveur du Soudan. Cela a été annoncé à l'occasion d'une rencontre à Bruxelles entre le ministre soudanais des Affaires étrangères et du Haut Représentant de l'Union européenne pour les affaires étrangères et la politique de sécurité. L'Union européenne, qui reconnaît le rôle et la localisation stratégiques du Soudan, indique encourager les efforts de ce dernier pour la paix et la sécurité dans la Corne de l'Afrique.

✉ [olivier.biltz@dgtresor.gouv.fr](mailto:olivier.biltz@dgtresor.gouv.fr)

## SECTEURS D'ACTIVITES

---

### ▼ Agriculture et agroalimentaire

#### ▼ Afrique du Sud : développement du secteur de la distribution traditionnelle

Selon un rapport de *Nielsen*, le secteur de la distribution traditionnelle (*spaza shops* et commerces informels) a vu la création de 100 000 nouveaux points de vente au cours des 20 dernières années pour atteindre 134 000 points de vente pour un chiffre d'affaires de 46 Mds ZAR (2,6 Mds EUR), soit un cinquième des dépenses des ménages. Ces points de vente se situent majoritairement en zone urbaine (60 %) et les populations disposant des revenus les plus faibles constituent leur clientèle principale (40 %). Cette croissance de la distribution traditionnelle s'explique par la croissance démographique, la hausse des revenus et la proximité de ces points de vente avec les consommateurs, notamment dans les townships.

✉ [guillaume.furri@dgtresor.gouv.fr](mailto:guillaume.furri@dgtresor.gouv.fr)

#### ▼ Afrique du Sud : plan du KwaZulu Natal pour développer l'élevage caprin

Du fait de la sécheresse et de la hausse des prix alimentaires, le département de l'agriculture et du développement rural du KwaZulu-Natal (KZN) a lancé un plan pour promouvoir la production et la consommation de caprins. L'organisme espère que ce plan sur 5 ans renforcera la résilience de la région face au changement climatique et à l'insécurité alimentaire. Les chèvres sont en effet capables de résister aux conditions de sécheresse. Une exposition a été organisée pour présenter les différentes races de chèvres (nombreuses en Afrique du Sud), ainsi qu'un concours culinaire. Le gouvernement du KZN a déjà été contacté par l'Arabie Saoudite, avec un potentiel d'export vers ce pays de 2 Mds ZAR.

✉ [camille.tricoire@businessfrance.fr](mailto:camille.tricoire@businessfrance.fr)

#### ▼ Angola : l'exécutif invite à investir dans le bétail

A l'occasion du lancement d'un projet agricole dans le Cuando Cubango soutenu par le Brésil – 40 exploitations sur 5 000 hectares et une capacité de production de 200 000 têtes de bétail –, le ministre de l'Agriculture a officiellement invité le secteur privé à investir dans la production animale. Cet appel s'inscrit dans la dynamique d'une politique agricole plus volontariste, suite à l'interdiction de réexporter les produits alimentaires importés. Le pays cherche à diminuer ses importations de viande mais produire localement constitue surtout une réponse du gouvernement angolais au besoin de diversification de l'économie face à la crise pétrolière actuelle.

✉ [rodolphe.peugeot@dgtresor.gouv.fr](mailto:rodolphe.peugeot@dgtresor.gouv.fr)

#### ▼ Zambie : le PAM va consacrer 33,5 M USD à la sécurité alimentaire

Le conseil d'administration du Programme alimentaire mondial (PAM) a validé le programme d'intervention en Zambie pour la période 2016-20 pour un montant total de 33,5 M USD. Le programme s'articule autour de 3 axes d'intervention : le programme d'alimentation dans les écoles qui devrait à terme toucher 2 millions d'enfants (+100 % de bénéficiaires), le renforcement de la capacité d'adaptation des agriculteurs zambiens face aux aléas de la production (climat, maladies, marché...) et un programme de nutrition. La FAO estime que le



nombre de personnes en situation d'insécurité alimentaire a doublé en 20 ans et concerne 7,4 millions de personnes soit 48 % de la population.

✉ guillaume.furri@dgtresor.gouv.fr

### ▼ Café : diminution du prix international à son plus bas niveau depuis deux ans

Le marché mondial du café a chuté à son plus bas niveau depuis deux ans, en raison principalement de la baisse des prix du Robusta. Les exportations du premier trimestre de la campagne caféière 2015/16 ont été supérieures de 2,6 % à celles de l'an dernier (1,6 million de tonnes), favorisant l'adéquation de l'offre à la demande. Les autorités brésiliennes ont publié leur première estimation de la production de café au Brésil pour la prochaine campagne 2016/17, qui devrait atteindre les niveaux record des campagnes 2012/13 et 2013/14. Cette annonce est susceptible d'exercer de nouvelles pressions à la baisse sur les prix.

✉ benoit.massuyeau@dgtresor.gouv.fr

## ▼ Energie et matières premières

### ▼ Nigéria : publication du premier rapport annuel de la NNPC depuis 2005

La Compagnie pétrolière nationale nigériane vient de publier son premier rapport annuel depuis 2005. Trois enseignements majeurs peuvent être tirés de ce rapport : 1) la NNPC a enregistré une perte de 1,34 Md USD en 2015 : trois des quatre raffineries de l'entreprise publique ont été fermées pendant sept mois, entraînant un résultat négatif de 412 M USD, mais la plus grande contribution à la perte a été le résultat négatif des sièges qui a atteint 818 M USD ; 2) la NNPC a dépensé 1,5 Md USD de subventions en 2015 ; et enfin, 3) l'entreprise publique a transféré 608 M USD sur l'année sur le compte de la Fédération, résultant des exportations de gaz et de pétrole, auxquels s'ajoutent 5 M USD provenant des ventes domestiques.

✉ victor.berenger@dgtresor.gouv.fr

### ▼ Afrique du Sud : visite de l'envoyé spécial du président français pour le partenariat nucléaire

Pour sa 2<sup>ème</sup> visite en Afrique du Sud, P. Colombani, envoyé spécial du président de la République pour le partenariat nucléaire, a rencontré des membres du gouvernement ainsi que des dirigeants industriels afin de promouvoir l'offre française. La France a construit la centrale nucléaire de Koeberg, la seule du continent, et défend une offre qui permettrait au pays via des transferts de technologie et de compétences de maîtriser la chaîne de valeur de l'industrie nucléaire. En raison du manque d'eau douce, la ministre de l'Energie considère le nucléaire comme nécessaire (la centrale à charbon de Medupi consomme 17 Mds L d'eau douce quand la centrale de Koeberg recycle 22 Mds L d'eau de mer).

✉ gregory.sidrac@dgtresor.gouv.fr

### ▼ Mali : EDM-SA table sur un budget 261 Mds F CFA

Le Conseil d'administration d'électricité du Mali (EDM-SA) s'est tenu le 17 février 2016. Il portait sur l'analyse des prévisions budgétaires au titre de l'exercice 2016 sur la base des tarifs proposés par la Commission de régulation de l'électricité et de l'eau (CREE) en 2014. Il s'inscrit dans la continuité du plan de redressement de la société élaboré par le groupe de travail mis en place par le ministère de tutelle et le FMI. Le budget 2016 repose sur une croissance de la

demande de 15 % par rapport à 2015 et reste déficitaire de 5,6 Mds FCFA, malgré une subvention de 20 Mds FCFA.

✉ AbdoulayeMalick.sissoko@dgtresor.gouv.fr

### ▼ Niger : Imouraren, un projet stratégique pour le groupe Areva

Le groupe français Areva a réaffirmé la semaine dernière sa volonté de relancer le projet d'Imouraren dès que l'évolution du marché international de l'uranium le permettra. Ce projet avait été gelé en 2015 en raison de la renégociation des conventions d'exploitation liant Areva à l'Etat du Niger.

✉ pascal.carrere@dgtresor.gouv.fr

### ▼ Éolien : Africa Finance Corporation accroît sa participation dans Cabeólica

Africa Finance Corporation (AFC), une institution financière multinationale basée à Lagos (Nigeria), a annoncé avoir renforcé sa participation dans la société cap-verdienne privée Cabeólica, spécialisée dans la production d'énergie éolienne, avec quatre parcs de turbines installés à travers les principales îles du pays (Boa Vista, São Vicente, Sal et Santiago). AFC a racheté la participation du britannique InfraCo Africa, pour un montant qui n'a pas été communiqué. Lancé en 2009, le projet éolien de Cabeólica dispose aujourd'hui de trente turbines en opération à travers l'archipel, représentant une puissance installée de 25,5 mégawatts. Son chiffre d'affaires a atteint 10,55 M EUR en 2014.

✉ redaction@jeuneafrique.com - en savoir plus : <http://www.jeuneafrique.com/newsletters/>

### ▼ Kenya : mise en service de 29 MW supplémentaires sur le complexe géothermique Olkaria III

La société israélo-américaine d'énergie Ormat Technologies a annoncé la mise en service de la quatrième centrale de 29 MW d'Olkaria III (près de Naivasha, au nord de Nairobi), portant la capacité installée totale d'Olkaria III à 139 MW. L'électricité produite sera vendue à Kenya Power dans le cadre d'un accord de rachat d'électricité de 20 ans. Les trois premières centrales du complexe ont été successivement mises en service en 2000, 2009 et 2014. Fin 2014, le Kenya a mis en service 280 MW d'énergie géothermique, portant la capacité installée nationale à 2 294 MW.

✉ benoit.gauthier@dgtresor.gouv.fr

### ▼ Rwanda : construction d'une centrale à tourbe

Le ministre d'Etat en charge de l'Énergie, Germaine Kamayirese, et le président de l'entreprise turque Hakan Mining and Electricity Generation Industry and Trade Inc., Ahmet Karasoy, ont signé un accord d'achat d'énergie relatif à la construction d'une nouvelle centrale à tourbe à Gisagara (dans le sud du pays) de 80 MW. Cette centrale, dont le coût est estimé à 400 M USD, sera financée, construite et gérée par l'entreprise turque pour une mise en opération prévue en 2020. Sa construction devrait générer 700 emplois. Le projet fait suite à la construction d'une autre centrale à tourbe située à Gishoma (dans le sud), qui devrait produire 15 MW à partir d'août 2016. Le Rwanda a aujourd'hui une capacité de production installée de 185 MW, et vise 563 MW d'ici 2018.

✉ loic.agostini@diplomatie.gouv.fr

### ▼ Burkina Faso : Cegelec remporte le contrat de la centrale solaire de Zagtoui

La société Cegelec, filiale du groupe Vinci est l'adjudicataire du projet de 33 MW de la centrale solaire de Zagtoui, la plus importante infrastructure de ce type en Afrique subsaharienne. Le montant du contrat, financé par l'Union européenne et l'Agence française de développement est de 37 M EUR. Après l'interconnexion électrique avec le Ghana (Eiffage) et la réalisation d'une partie du réseau burkinabé haute-tension (INEO), il s'agit là de la troisième affaire d'importance remportée par une société française dans le domaine des infrastructures électriques dans le pays.

✉ [pascal.carrere@dgtresor.gouv.fr](mailto:pascal.carrere@dgtresor.gouv.fr)

## ▼ Industries

### ▼ Afrique du Sud: 2016, année de défis pour Gibela

Gibela est un consortium mené à 61 % par Alstom, qui avait remporté en 2014 un contrat pour la livraison de 600 trains à l'agence nationale pour le transport de passagers. La construction du site de Gibela à Dunottar a débuté en janvier et devrait durer 18 mois. Le site verra à terme l'usine, des bureaux, un centre de formation et une piste d'essai. En octobre, le régulateur sur la sécurité ferroviaire devra donner son feu vert sur le matériel roulant et valider les tests de fonctionnement des trains. Gibela souhaite passer de 200 à 1500 employés d'ici à 2018 ce qui nécessitera d'importants efforts de formation. Gibela continue de sélectionner des fournisseurs capables de livrer d'ici à début 2017 (72 % de contenu local requis).

✉ [thomas.curelli@businessfrance.fr](mailto:thomas.curelli@businessfrance.fr)

### ▼ La compagnie aérienne South African Express présente ses options pour le remplacement de sa flotte

Les coûts élevés d'entretien et d'exploitation des avions affectent aujourd'hui les marges de profits de la compagnie aérienne South African Express (SAX), qui a essuyé en 2015 une perte de 7,7 M EUR. Les dirigeants de la société présenteront un ensemble d'options au gouvernement pour le renouvellement intégral de la flotte jugée désormais trop vieillissante composée principalement de Canadair et de De Havilland. Suite à cette présentation, la SAX divulguera les options de remplacement envisagées.

✉ [thomas.curelli@businessfrance.fr](mailto:thomas.curelli@businessfrance.fr)

### ▼ Afrique du Sud : SAA reporte la publication de ses résultats financiers

Le ministre des Finances sud-africain a écrit au président du Parlement afin de demander un report d'un mois, soit au 15 mars au lieu du 15 février, pour la présentation du rapport annuel de South African Airways (SAA). En raison des difficultés financières et des préoccupations concernant la continuité de la compagnie aérienne et la liquidité de ses comptes, SAA a présenté une demande de garantie auprès du National Treasury, le 21 décembre 2015, actuellement à l'étude et sans laquelle l'entreprise est incapable de finaliser ses états financiers auprès du Parlement.

✉ [gregory.sidrac@dgtresor.gouv.fr](mailto:gregory.sidrac@dgtresor.gouv.fr)

▼ **Angola : le coût du 1<sup>er</sup> satellite angolais Angosat-1 estimé à 300 M USD**

Le ministre des Télécommunications et technologies de l'information angolais a dévoilé le coût de la conception et de la construction du premier satellite angolais Angosat-1, basé dans la municipalité de Cacuaco, estimé à près de 300 M USD pour le pays. Sur les 36 mois accordés pour la réalisation du projet, 25 se sont déjà écoulés, le projet Angosat-1 étant déjà réalisé à hauteur de 60 %. Cette infrastructure, d'une superficie de 6617 mètres carrés, accueillera 45 techniciens, responsables d'une station terrestre de télécommunication par satellite constituée d'antennes paraboliques de grande taille permettant l'émission de signaux de télécommunication vers des satellites en orbite géostationnaire.

✉ [gregory.sidrac@dgtresor.gouv.fr](mailto:gregory.sidrac@dgtresor.gouv.fr)

▼ **Gabon : la SEEG annonce de nouveaux projets**

La société d'énergie et d'eau du Gabon (SEEG), filiale de Veolia, annonce 58 projets dont 28 pour le renforcement de la production d'eau et d'électricité. Il s'agira d'augmenter la production d'eau de 24 380 m<sup>3</sup>/ jour, soit +50 % au bénéfice de 152 000 habitants dans 14 localités et de renforcer la production énergétique en la portant à 66,4 MW, soit +84 % au bénéfice de 221 000 habitants. La SEEG dénombre 171 980 abonnés à l'eau potable et 294 557 à l'électricité. La société aurait investi depuis 1997 (début de la concession) plus de 400 Mds XAF répartis entre le renouvellement, l'entretien programmé, la réhabilitation et la mise à niveau des installations mises à sa disposition.

✉ [aline.quenet@dgtresor.gouv.fr](mailto:aline.quenet@dgtresor.gouv.fr)

▼ **Gabon : signature d'un accord en vue de la construction d'un nouveau barrage hydroélectrique**

Les besoins énergétiques de la capitale gabonaise, augmentent au rythme de 6 % par an, ce qui représente quelque 15 MW par an, selon le directeur général de la SEEG. Cette perspective de croissance de la demande a amené cette filiale de Veolia à signer un accord en vue de la constitution d'un groupement d'entreprises pour la construction d'un nouveau barrage en aval de l'usine de Kinguéle pour un investissement d'environ 100 Mds FCFA. Les travaux devraient durer 4 ans. La centrale de Kinguéle Aval aura une capacité de 60 MW.

✉ [aline.quenet@dgtresor.gouv.fr](mailto:aline.quenet@dgtresor.gouv.fr)

▼ **RDC-Egypte : accord sur le montage financier d'Inga III**

La République démocratique du Congo et l'Egypte ont signé un accord de coopération à l'occasion de la visite officielle au Caire d'une délégation menée par le premier ministre Augustin Matata Ponyo, effectuée du 4 au 7 février 2016. Le volet le plus important de cet accord concerne le projet de Grand Inga et ses barrages hydroélectriques qui peinent encore à trouver des financements.

✉ [francois.quintin@dgtresor.gouv.fr](mailto:francois.quintin@dgtresor.gouv.fr)

▼ **Madagascar : mission d'évaluation de la lutte contre le trafic du bois de rose de l'ONUDC les 15 et 16 février 2016**

En février, 35 000 tee-shirts produits par la société Fine Spinners Uganda Ltd ont été exportés au Danemark pour l'entreprise Jack & Jones Clothing Company. L'usine, ouverte en 2014 grâce à un investissement sri-lankais de 40 M USD. Cet investissement avait été encouragé par les incitations « généreuses » à l'investissement dans la transformation du coton, mises en œuvre dans le cadre de la politique de soutien à la filière textile du pays. Si aujourd'hui Fine Spinners s'approvisionne auprès de 7 000 fermes et emploie 1 100 personnes, à terme ce seront 30 000

fermes et 3 000 personnes concernées par cette production à 90 % destinée aux marchés extérieurs (Etats-Unis et Europe).

✉ [hubert.colaris@dgtresor.gouv.fr](mailto:hubert.colaris@dgtresor.gouv.fr)

### ▼ Maurice : l'APIO installe son secrétariat à Maurice

Créée en 2007 et regroupant les ports de Madagascar, de Maurice, des Seychelles, de La Réunion et de Mayotte, l'Association des Ports des îles de l'Océan Indien (APIOI) va être dotée d'un secrétariat permanent basé à Maurice. Par ailleurs, l'APIO a signé en fin 2015 un accord avec l'Union des chambres de commerce et d'industrie de l'Océan indien (UCCIOI) pour la mise en œuvre d'actions pour l'amélioration de la productivité des métiers portuaires. L'APIO compte également renouveler la convention qui la lie avec l'Observatoire des villes et ports de l'Océan indien portant sur une veille stratégique maritime et portuaire.

✉ [jerome.chastenet@dgtresor.gouv.fr](mailto:jerome.chastenet@dgtresor.gouv.fr)

## ▼ Services

### ▼ Afrique du Sud : vers une mise sur le marché plus rapide des nouveaux produits de santé

Accélérer le traitement des dossiers des nouveaux produits médicaux en vue d'une introduction sur le marché, c'est l'objectif que devra assurer l'autorité sud-africaine de régulation des produits médicaux (Sahpra) qui remplacera l'actuel conseil de contrôle des médicaments le 1<sup>er</sup> avril 2017. Dotée de compétences élargies, la Sahpra encadrera le marché des équipements médicaux et des médicaments. L'entité publique pourra fixer les prix des produits approuvés.

✉ [sarah.watine@businessfrance.fr](mailto:sarah.watine@businessfrance.fr)

### ▼ Afrique du Sud : 1<sup>ère</sup> offre de TV Numérique

MultiChoice, opérateur privé de télévision payante, appartenant à Naspers a entamé la commercialisation de la TNT. L'entreprise a étendu à l'Afrique du Sud son offre GOtv, service TNT panafricain, déjà présente dans plusieurs pays (Ghana, Kenya, Lesotho, Mozambique, Namibie, Nigeria, Zambie...). Pour recevoir GOtv, MultiChoice a prévu un décodeur et une antenne facturés accentuant le coût de la TNT. L'Etat prévoit de distribuer gratuitement des équipements de réception aux communautés défavorisées. L'Afrique du Sud est en retard dans le passage à la TNT. Après avoir manqué la date butoir du 17 juin 2015 fixée par l'Union internationale des télécommunications, l'Etat doit désormais se conformer à l'échéance de juin 2016, prescrite par la SADC.

✉ [laura.laguerce@businessfrance.fr](mailto:laura.laguerce@businessfrance.fr)

### ▼ Angola : le secteur des TIC au service de la diversification économique

Le ministre angolais des TIC a exhorté les entreprises du secteur des Télécommunications à élargir leurs services dans les zones reculées du pays, sans augmenter leurs tarifs, et ainsi contribuer à la diversification de l'économie. Il a rappelé que le secteur avait profité des années fastes de l'or noir qui ont permis de construire l'Institut d'innovation et des technologies d'Angola ITA, pour 12 M USD, qui vient d'être inauguré à Luanda. Le complexe comprend notamment un *Data Center*, un *Network Operations Center* (NOC) et un téléport muni de cinq antennes de station terrestre.

✉ [catherine.dumarche@dgtresor.gouv.fr](mailto:catherine.dumarche@dgtresor.gouv.fr)

▼ **Congo-Russie : plus de 8 000 cadres congolais déjà formés en Russie**

L'ambassadeur de la fédération de Russie au Congo a présenté, le 20 février au Centre culturel russe de Brazzaville, le bilan de la coopération entre la Russie et le Congo. Il en ressort que plus de 8 000 cadres congolais ont poursuivi leurs études en ex-URSS et en Russie et environ 600 étudiants et stagiaires congolais y résident actuellement. Le domaine de la coopération le plus avancé entre les deux pays est celui de l'enseignement supérieur avec notamment la formation de nombreux étudiants congolais dans les universités russes.

✉ michel.dhe@dgtresor.gouv.fr

▼ **Ethiopie : dynamisme du marché TV avec le lancement de 2 nouvelles chaînes satellitaires**

Le secteur TV éthiopien bénéficie d'un nouveau dynamisme au 1er trimestre 2016 avec le lancement de 2 nouvelles chaînes TV satellitaires de divertissement: Nahoo Satellite & Kana. Nahoo, en partenariat avec la société éthiopienne Tuba multimedia, opère sur un réseau kenyan et devrait proposer à terme 12 programmes aux formats et contenus variés. Kana, *joint-venture* avec le groupe émirati Moby et en partenariat avec la société locale BeMedia, vise un contenu à 70 % étrangers et 30 % éthiopien. Kana espère également à terme exporter des productions locales, sur le modèle turc, et créer des studios de doublage en amharique des productions étrangères, selon les modèles français et italien.

✉ magali.pialat@businessfrance.fr

▼ **Maurice : signature d'un accord pour un accès aérien élargi avec l'Australie**

Un accord vient d'être signé entre Maurice et l'Australie portant sur l'élargissement de l'accès aérien entre les deux pays. L'accord prévoit que les compagnies aériennes de chaque pays puissent opérer jusqu'à 7 vols par semaine entre Maurice et l'Australie, vers et depuis Brisbane, Melbourne, Perth et Sydney. En 2015, quelque 17 900 Australiens ont visité Maurice (soit + 2 % par rapport à 2014), tandis qu'environ 8 500 Mauriciens se sont rendus en Australie pendant cette même période. La diaspora mauricienne en Australie est estimée à près de 13 000 personnes, installées principalement dans les villes de Melbourne et Perth.

✉ patricia.lenette@dgtresor.gouv.fr

▼ **Maurice : nouvel investissement en Afrique du groupe CIEL**

CIEL Healthcare Ltd (CHL), pôle santé de CIEL Ltd, 4ème groupe d'affaires mauricien, vient d'acquérir 22,8% des parts de Hygenia Nigeria Ltd, premier fournisseur privé de services de santé au Nigéria. Cette transaction a été effectuée dans le cadre d'un consortium comprenant la SFI (guichet privé de la Banque mondiale), le fonds d'investissement IFHA 11 et la compagnie de réassurance Swiss Ré. Cet investissement intervient à la suite d'une prise de participation minoritaire de Proparco au sein de CIEL Healthcare, en décembre 2015. CHL, déjà implanté en Ouganda, dispose d'un réseau comprenant aujourd'hui 4 hôpitaux, 21 cliniques et 1 laboratoire.

✉ jerome.chastenet@dgtresor.gouv.fr

▼ **Assurance : les produits vie s'africanisent pour mieux convaincre**

Face à un système de solidarité intergénérationnelle traditionnelle qui montre ses limites, la croissance de l'assurance-vie s'affirme sur des marchés phares comme la Côte d'Ivoire, le Cameroun et le Gabon. Mais ce mode d'épargne demeure mal connu et sa pénétration est seulement de 1% en moyenne au sud du Sahara (hors Afrique du Sud). Si la faible

bancarisation de la population constitue l'un des principaux obstacles au développement de l'assurance-vie, le mouvement pourrait s'accélérer. Pour être adoptés par tous, ces produits doivent être mieux adaptés aux besoins des populations et la micro-assurance, qui permet d'épargner 5, 10 ou 20 euros chaque mois serait de ce point de vue une approche pleine de promesses.

✉ [redaction@jeuneafrique.com](mailto:redaction@jeuneafrique.com) - en savoir plus : <http://www.jeuneafrique.com/newsletters/>

### ▼ Congo : les travaux des 12 hôpitaux généraux se poursuivent normalement

Le chef de l'État congolais a visité, le 23 février 2016, le chantier de construction de l'hôpital général de Kinkala (chef-lieu du département du Pool) qui s'inscrit dans le cadre du projet "Santé pour tous" que le gouvernement congolais a lancé en février 2014. Cette infrastructure sanitaire de 12.000 m<sup>2</sup> comprend, entre autres, un bloc opératoire, un centre de stérilisation et de soins intensifs, des salles de neurologie, de pédiatrie ainsi qu'une unité d'imagerie et de diagnostic. Les chantiers des hôpitaux généraux qui sont actuellement en cours de construction par la société brésilienne Asperbras dans les chefs-lieux des 12 départements du Congo ont un bon niveau d'avancement.

✉ [helene.degui@diplomatie.gouv.fr](mailto:helene.degui@diplomatie.gouv.fr)

### ▼ Congo : les travaux de l'Université Denis Sassou N'Guesso officiellement lancés par le chef de l'État

Le président de la République a procédé le 19 février à Kintélé (quartier nord de Brazzaville), à la pose de la 1<sup>ère</sup> pierre de la deuxième université publique du Congo, baptisée Denis Sassou N'Guesso. Les travaux de construction devraient durer 3 ans et sont réalisés par la société de droit congolais Unicon Développement, sous le contrôle du consultant SGI International. Ces travaux, entièrement financés par l'État congolais, sont estimés à 241,6 Mds FCFA (368,4 M EUR). L'établissement, construit sur 36,5 ha, aura une capacité d'accueil de 30.000 étudiants. Il comportera 37 bâtiments répartis en zones éducative, résidentielle, sportive et administrative.

✉ [ingrid.oramalu@dgtresor.gouv.fr](mailto:ingrid.oramalu@dgtresor.gouv.fr)

## ENTREPRISES

---

### ▼ Les ambitions nigériennes et africaines du groupe BUA

En septembre 2015, le conglomérat nigérien BUA indiquait un investissement de 600 M USD pour le doublement des capacités de la cimenterie d'Obu (Edo State) jusqu'à 7 Mt/an. L'opération doit être menée par l'entreprise chinoise Sinoma, qui continue d'étendre son influence, après avoir passé d'importants contrats avec le groupe Dangote, chiffrés à 4,3 Mds USD pour la construction de cimenterie Dangote à travers le continent. Cette fois, c'est le milliardaire Abdulsamad Rabiu qui rappelle ses ambitions continentales en misant sur la croissance en Afrique de l'Est où il fera construire pour 700 M USD deux cimenteries et sur la diversification de l'économie nigérienne en faisant construire une aciérie d'une capacité d'1,2 Mt/an pour 1,2 Md USD.

✉ pierre.decoussy@businessfrance.fr

### ▼ Suez : signature de 9 contrats en Afrique subsaharienne pour 56 M EUR

Spécialisé dans la gestion de l'eau, le groupe Suez vient d'annoncer avoir remporté 9 contrats pour un montant total de 56 M EUR dans 6 pays d'Afrique subsaharienne (Bénin, Burkina Faso, Côte d'Ivoire, Kenya, Mali, et Nigéria). Deux projets sont situés au Nigéria, pour un montant de 1,2 M EUR : 1) la construction d'une usine de production d'eau potable d'une capacité de 3000 m<sup>3</sup>/jour sur Eko Atlantic, île artificielle construite au sud de Lagos par le groupe Chagoury, qui pourrait accueillir à terme 250 000 habitants ; 2) l'extension d'une unité de traitement d'eau, produisant 4000 m<sup>3</sup>/jour dans l'Etat de Cross River.

✉ thibauld.leger@dgtresor.gouv.fr

### ▼ Mozambique : Veolia et IDWM s'allient pour gérer les déchets de Pemba

Après plusieurs mois de prospection, le groupe français Veolia a annoncé avoir trouvé un partenaire local en la personne d'Indico Dourado Waste Management (IDWM), afin de gérer les déchets de la ville de Pemba, située dans la province de Cabo Delgado dans le nord du pays. Spécialisée dans la gestion des déchets, IDWM, filiale du groupe mozambicain Indico Dourado, détient désormais 25 % de la nouvelle entité créée, Veolia Serviços Ambientais Moçambique.

✉ gregory.sidrac@dgtresor.gouv.fr

### ▼ Guinée Equatoriale : fusion entre GEPetrol et le consortium 3G

Le directeur général de l'entreprise nationale du pétrole de la Guinée Equatoriale GEPetrol, Antonio Oburu Ondo, a officialisé le 16 février, la signature d'un accord concernant la création d'une société mixte appelé GEPROC S.A, suite à la fusion entre GEPetrol et le consortium 3G (Guinea Gas Gathering). Le Consortium 3G – qui a été créé pour la prospection et l'exploitation des réserves de gaz du pays – appartient à 50 % à la société nationale Sonagas (*Sociedad Nacional de Gas de Guinea Ecuatorial*), à 15 % à l'Etat équato-guinéen, à 25 % à l'entreprise allemande E-ON, à 5 % à l'entreprise hispano-italienne Unión Fenosa Gas, et à 5 % à la société portugaise Galp.

✉ vincent.branquet@diplomatie.gouv.fr



### ▼ Orange s'allie à Google pour doper ses smartphones à bas coût en Afrique

Le nouveau smartphone qu'Orange commercialisera avec une offre "tout compris" (data, voix et sms) sur ses marchés africains et moyen-orientaux sera vendu par défaut avec Android, le système d'exploitation mobile développé par Google, selon un partenariat entre l'opérateur français et le géant technologique américain. L'Orange Rise 31, le nouveau smartphone en question qui sera lancé progressivement au cours du deuxième trimestre 2016 dans la vingtaine de pays de la région où Orange est présent et comptait 110,2 millions de clients fin 2015, inclura donc les désormais classiques Google Search, YouTube et Google Maps, bien connus des amateurs des applications mobiles du groupe américain.

✉ redaction@jeuneafrique.com - en savoir plus : <http://www.jeuneafrique.com/newsletters/>

### ▼ L'effondrement des matières premières agricoles pèse sur les résultats du groupe français Avril

La rentabilité du groupe Avril (ex-Sofiproteol), qui se développe en Afrique à travers le Maghreb et le Sénégal, est en baisse de près de 20 % en 2015 : son chiffre d'affaires est passé de 6,5 Mds EUR en 2014 à 6,1 en 2015. Pour redresser la barre, l'ex Sofiprotéol veut développer deux axes stratégiques d'ici à 2020 : le développement international, particulièrement en Afrique, où il existe une forte demande des consommateurs pour les huiles, et les protéines, principalement animales et destinées à nourrir les élevages. Celles-ci sont aujourd'hui minoritaires dans ses revenus, et devraient connaître une croissance importante à mesure que la consommation de viandes augmente dans les pays émergents.

✉ redaction@jeuneafrique.com - en savoir plus : <http://www.jeuneafrique.com/newsletters/>

### ▼ Ipsos ouvre un bureau africain à Paris

Quelques mois après avoir coréalisé, pour le compte du distributeur de marques CFAO, une étude quantitative et qualitative sur la classe moyenne en Afrique, l'institut de sondage français Ipsos lance un bureau consacré au continent, dénommé Africap et basé à Paris, il est déjà opérationnel depuis janvier, avec une équipe de cinq personnes. L'objectif de cette nouvelle entité : répondre à une demande de plus en plus forte de clients européens et servir d'interface pour le réseau africain de l'institut, réparti dans 18 pays, avec environ un millier de collaborateurs.

✉ redaction@jeuneafrique.com - en savoir plus : <http://www.jeuneafrique.com/newsletters/>

## CARNET ET AGENDA

---

### ▼ Congo : le président Denis Sassou N'Guesso annonce sa candidature au scrutin présidentiel

Le président Denis Sassou N'Guesso a officialisé sa candidature le 19 février 2016 lors d'un dialogue intergénérationnel organisé par le Conseil national de la jeunesse congolaise sur le thème "la jeunesse et le développement du Congo". Après avoir échangé avec quelques intervenants sur les questions de l'emploi des jeunes, l'éducation, l'éradication de la corruption, la concussion, le régionalisme ou encore l'impunité, le chef de l'État a clôturé la séance en officialisant sa candidature à l'élection présidentielle du 20 mars 2016. La Cour constitutionnelle doit désormais statuer sur les dix dossiers de candidature qui ont été soumis à son appréciation.

✉ sarah.sakatni@diplomatie.gouv.fr

### ▼ Gabon : nouveau directeur général au sein de la CNNII

Brice Laccruche Alihanga a été nommé directeur général de la Compagnie nationale de navigation intérieure et internationale (CNNII), en remplacement de François Oyabi. La CNNII est en proie à d'énormes difficultés, aussi bien techniques que financières. Le nouveau DG a occupé les postes d'administrateur directeur général de BGFIBank, de directeur central de la Banque gabonaise de développement (BGD), de *senior manager* et commissaire aux comptes au sein du cabinet Price Water Cooper. Il est également membre de nombreux conseils d'administration dans la sous-région, notamment des compagnies d'assurance Ogar et Assinco, de la Société gabonaise d'entreposage des produits pétroliers (SGEPP), de BGFIBank.

✉ aline.quenet@dgtresor.gouv.fr

### ▼ Guinée Equatoriale : le président de la République se rend en Egypte pour le forum Afrique 2016

Les 20 et 21 février, le président Obiang, accompagné du ministre d'État de la présidence chargé des missions, Alejandro Evuna Owono Asangono, et du ministre délégué de la Sécurité extérieure, Juan Antonio Bibang Nchuchumade, s'est rendu en Egypte afin de participer à l'inauguration du forum d'affaires et d'investissement « Afrique 2016 », organisé par l'Union Africaine (UA), en collaboration avec le gouvernement égyptien. Cet événement a été l'occasion pour le président de la République de rencontrer le président d'Egypte, Abdel Fattah al-Sissi, et d'échanger sur le renforcement de la coopération Sud-Sud entre les deux pays.

✉ vincent.branquet@diplomatie.gouv.fr

### ▼ Côte d'Ivoire : mission article IV du FMI

Une mission du FMI séjournera du 29 février au 15 mars 2016 en Côte d'Ivoire, en vue des consultations au titre de l'Article IV.

✉ benoit.massuyeau@dgtresor.gouv.fr

### ▼ Togo : forum africain de l'investissement hôtelier

Le prochain forum africain de l'investissement hôtelier (AHIF) se déroulera à Lomé les 5 et 6 avril prochains, en présence du premier ministre togolais Komi Selom Klassou. La conférence se tiendra à l'hôtel Radisson Blu sur plusieurs thématiques liées à l'industrie hôtelière et à l'investissement.

✉ florent.danion@dgtresor.gouv.fr

▼ **Guinée : les partenaires d'Expertise France contre le virus Ebola**

Les journées des partenaires d'Expertise France en Guinée se sont déroulées le 16 et 17 février à Conakry. Dans le cadre de la riposte à l'épidémie Ebola en Afrique de l'ouest et du centre, il avait été confié à Expertise France la mise en œuvre de 14 projets de plus de 22 M EUR répartis dans 6 pays, dont la Guinée (projet « Labo mobile » destiné au diagnostic d'Ebola, projet PREPARE visant à renforcer les moyens d'alerte et de riposte, etc.).

✉ [lognara.traore@dgtresor.gouv.fr](mailto:lognara.traore@dgtresor.gouv.fr)

▼ **Mali : visite du premier ministre Manuel Valls**

Le premier ministre français, Manuel Valls, a effectué le jeudi 18 février une visite de près de 48h au Mali, avant de se rendre samedi au Burkina Faso. Le chef du gouvernement français en est à son deuxième passage au Mali, la précédente remontant à novembre 2013 alors qu'il était ministre de l'Intérieur. Il s'est notamment rendu à Gao avec le ministre de la Défense, Jean-Yves Le Drian, où sont stationnées des troupes françaises de l'opération « Barkhane ».

✉ [abdoulayeMalick.sissoko@dgtresor.gouv.fr](mailto:abdoulayeMalick.sissoko@dgtresor.gouv.fr)

Les analyses et commentaires développés dans cette publication n'engagent que leurs auteurs et ne constituent pas une position officielle du MAEDI ni des ministères économiques et financiers. La lettre d'information économique est réalisée conjointement par la **DIRECTION AFRIQUE ET OCEAN INDIEN** du ministère des Affaires étrangères et du Développement international et par la **DIRECTION GENERALE DU TRESOR** du ministère des Finances et des Comptes publics et du ministère de l'Economie, de l'Industrie et du Numérique.

**Contacts**

sandrine.lafaye@diplomatie.gouv.fr  
anne.cussac@diplomatie.gouv.fr  
tresor-communication@dgtresor.gouv.fr

**Directeur de la Publication**

Marc Bouteiller

**Rédacteurs en Chef**

Samuel Goldstein (DG Trésor) et Marc Bouteiller (DAOI)

Remerciements à :

l'AFD, Business France, CCI France International, CCI Paris-Ile de France, CMS Bureau Francis Lefebvre, Conseil français des investisseurs en Afrique, Conseillers du commerce extérieur de la France, Conférence permanente des Chambres de commerce africaines, Expertise France, Gide, Maison de l'Afrique et MEDEF International pour leur contribution à la réalisation et la diffusion d'Objectif Afrique.

**Contributions :**

Vous souhaitez contribuer à Objectif Afrique ?

Pour une contribution en provenance de France, envoyez votre article à :  
objectifafrique.daoi@diplomatie.gouv.fr

Pour une contribution en provenance d'Afrique, envoyez votre article au chef du service économique de l'ambassade du pays concerné (prenom.nom@dgtresor.gouv.fr; liste des services économiques par pays : <http://www.tresor.economie.gouv.fr/Pays>)

**AVEC LE CONCOURS DE :**

